

Les enjeux politiques de l'exaltation de la différence des sexes

Myriam Spielvogel

Volume 42, numéro 4 (250), novembre 2000

Masculin/Féminin : quelle différence?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/32692ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Spielvogel, M. (2000). Les enjeux politiques de l'exaltation de la différence des sexes. *Liberté*, 42(4), 58–66.

Les enjeux politiques de l'exaltation de la différence des sexes

Myriam Spielvogel¹

Ma première réaction à l'annonce de la préparation de ce numéro sur la différence des sexes – réaction d'ailleurs toujours suscitée chez moi à l'évocation de ce thème, qu'il soit appliqué aux sexes n'est qu'un cas de figure – en fut une de profonde irritation. Résolue à envisager cet agacement comme une source de stimulation, j'ai tenté, moyennant le déblayage de quelques couches de mes propres préjugés sur la question, de sonder le motif de cette exaspération et d'en rendre compte.

Qu'on ne s'y méprenne pas, il ne s'agit aucunement de nier la pertinence ou l'utilité du concept même de différence pour l'analyse de phénomènes divers, y compris celui des rapports entre hommes et femmes. L'ensemble des sciences humaines et sociales y trouvent assurément un instrument particulièrement fécond à cet égard. Mon malaise – et mon propos – ne concerne en réalité que l'usage social et politique qui est fait de cette notion actuellement (ce qui n'exclut évidemment pas que les travaux de certains scientifiques jouent une part active dans cette opération)

¹ Sociologue ; chercheuse au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal ; auteure d'une thèse sur les représentations du lien amoureux chez les femmes. Boursière postdoctorale, Myriam Spielvogel entamera bientôt un séjour de recherche à l'Université de Paris VII.

et les enjeux que cela représente pour les individus qui en sont l'objet.

Pour entrer sans détour dans le vif du sujet, posons d'emblée qu'on aurait tort d'imaginer que le concept de différence, aussi neutre puisse-t-il paraître, a la capacité de résoudre (celle de dissimuler ou de travestir, peut-être) ce qu'il n'y a pas si longtemps il était encore permis d'appeler le problème de la domination. Or, divers indices permettent de penser que c'est à ce type d'aplanissement idéologique, précisément, que contribuent les raisonnements douteux qui sous-tendent nombre de discours sociaux et scientifiques actuels, tant de gauche que de droite, concernant différents groupes dits minoritaires.

Une certaine forme de pensée notamment, très prégnante actuellement, issue du postmodernisme et de la rectitude politique qui lui est concomitante, tend plus ou moins à faire croire à l'équivalence des nombreuses diversités qui coexistent dans les sociétés occidentales contemporaines (culturelles, ethniques, sexuelles, linguistiques, religieuses, etc.). La même logique est appliquée aux individus, « uniques », « singuliers », « particuliers », « autonomes » et « authentiques » qui constituent les divers groupes, chacun étant différent de l'autre, tout simplement. Mais cette désignation suffit-elle à effacer toute inégalité ou injustice dans la répartition du pouvoir, l'accès aux ressources, bref dans les conditions matérielles d'existence de ces individus et groupes ? En revanche, elle semble contribuer à éluder de potentiels débats sociaux et politiques en laissant entendre qu'en fin de compte tout se vaut, les goûts, les opinions, les « vécus » (surtout), les programmes des partis, les croyances de toutes sortes...

La mère qui, honteuse, surprend son jeune enfant à dévisager un quelconque handicapé dans la rue et qui dans un empressement tout pédagogique lui rappelle que cette personne « est seulement différente de lui », ne fait rien d'autre que renforcer l'illusion commode qu'il existe une telle chose dans la vie sociale que la différence « positive » sans l'inévitable contrepartie de la souffrance, de l'affliction, du désespoir, de l'épuisement, de l'an-

goisse, de la terreur, etc. Le seul clivage qui échappe apparemment à cette entreprise de nivellement postmoderne (qui passe paradoxalement par l'éloge de la singularité) est celui de la classe sociale, précisément parce qu'il est rigoureusement impossible de soutenir la thèse de l'équivalence dans ce cas. Loin de susciter la discussion, de stimuler la critique, ce grain de sable dans l'engrenage du credo postmoderne a eu pour effet d'y mettre un terme. Parler de classe sociale n'est-il pas devenu ringard ?

Cependant, et malgré le discours ambiant, il n'est pas vrai que la différence ne s'établit plus par rapport à une norme (les noirs différents des blancs, les femmes des hommes, etc.), mais que chacun est différent de chacun. Un état de supériorité sociale ne se justifie pas par le truchement de la notion de différence, mais l'inverse oui. Les autochtones, par exemple, sont différents, et à cause de leurs différences – vis-à-vis des peuples politiquement et économiquement dominants –, méritent d'être respectés. N'est-ce pas précisément l'état d'infériorité qui mérite le plus grand « respect » dans ce cas comme dans bien d'autres ? Plus que de le respecter, il s'agit de le cultiver, de l'entretenir, et surtout pas de l'annuler. C'est à cela que conduit dans les faits le respect des différences, tel que promu par les « gouvernants » : à assurer la reproduction de rapports sociaux qui, sous le couvert de procédés ultradémocratiques (respect des traditions autochtones, de la sensibilité maternelle, de la fierté gaie, etc., aspects d'ailleurs souvent revendiqués par les principaux intéressés eux-mêmes – du moins par quelques fractions militantes), maintiennent certains groupes (plutôt que d'autres) dans un état d'infériorité ou de servitude sociale, économique et politique. En fait, cette promotion-revendication de la différence concourt davantage à enfermer qu'à libérer ceux et celles qu'elle concerne : en se maintenant dans cette contrée fantasmagorique, on diffère l'acquisition de l'autonomie concrète.

Il était encore possible en 1979 (c'était bien sûr l'époque – tout à fait révolue, n'ayons crainte – du féminisme militant), de concevoir avec la sociologue française Colette Guillaumin la notion de « différence des femmes » comme l'expression de la relation de

pouvoir entre les sexes, la considérant comme l'un des effets de la domination :

L'idée de caractères « propres » à un groupe, écrivait-elle alors, appuie une croyance toute mythique en l'indépendance des groupes en présence, en leur existence en soi. (...) Comme si les groupes des hommes et des femmes pouvaient exister en soi et présenter une permanence qui leur permette de se définir en dehors de leur relation².

Il s'agit bien là, selon l'auteure, d'« une façon imaginaire d'affirmer l'indépendance du groupe dominé, de garantir son existence dans l'éternité », l'affirmation de cette existence en soi-même, éternelle et essentielle, permettant du coup d'éviter les questions fondamentales des procédés de notre fabrication concrète, de notre caractère éminemment transitoire, et de notre enracinement dans les faits matériels et les rapports de force réels. L'avènement de l'idée de « cultures minoritaires » (c'est bien de cela dont il est question), correspondant dans l'histoire récente à un recul de l'analyse politique, a entraîné (ou simplement renforcé) la croyance voulant que les membres de ces sous-cultures possèdent certains attributs spécifiques, souvent « naturels », considérés comme autant de vertus particulières que nous persistons à considérer isolément, en dehors de leur contexte de production et d'existence matérielle dans la vie quotidienne. Pourtant, rappelle Guillaumin, « pas de tendresse maternelle sans élevage des enfants, sans leur prise en charge matérielle, pas de confiture sans rapports domestiques, pas de *reggae* ou de *soul* sans chômage...³ »

Cette analyse matérialiste me paraît absolument appropriée pour mettre à jour le décalage existant entre le discours dominant sur le respect, voire la valorisation, des différences, des singularités, toutes, en principe, moralement et socialement équivalentes, et l'utilisation politique qui en est faite en réalité. Si la différence des sexes ne saurait, aux yeux de la sociologie, se

² Colette Guillaumin, « Question de différence », *Questions féministes*, n° 6, sept. 1979, p. 11.

³ Colette Guillaumin, *op. cit.*, p. 9.

rapporter aux seules caractéristiques psycho-physiologiques des individus, elle n'est pas non plus réductible à une question de rôles et de statuts sociaux. Pourtant, malgré les transformations réelles opérées depuis une trentaine d'années, à la faveur d'une relative diminution des inégalités sociales entre hommes et femmes dans la sphère publique et d'un accroissement de l'accès aux ressources – et parfois au pouvoir – pour les femmes, comment ne pas voir en même temps que celles-ci continuent encore aujourd'hui d'être interpellées, collectivement et individuellement, par le biais du visage lifté de leur rôle le plus glorifié, celui de mère.

Si le service, l'abnégation, le sacrifice, le renoncement, le dévouement recouvraient assurément des réalités bien concrètes pour les femmes des générations passées, les messages que reçoivent celles d'aujourd'hui par rapport à ces dispositions sont contradictoires. D'un côté il y a concordance des discours féministe et thérapeutique vis-à-vis de la nécessité pour les femmes de se centrer sur elles-mêmes, de s'occuper de leurs divers besoins, affectifs, physiologiques, financiers, etc. Au même moment, d'un autre côté, le désengagement de l'État dans le secteur de la santé, notamment, donne lieu à la mise en place d'un dispositif de support de remplacement, assorti d'un discours sur la nécessité de la reprise en main de leur destin par les citoyens (« empowerment » oblige), et qui place les « aidants naturels » au centre de cette réforme. Bien sûr, il n'échappe à personne que lesdits aidants sont des femmes dans une très grande majorité (80% selon les études⁴). Reviendrait-on en ces temps de coupures gouvernementales à la case départ, au sens où un certain rôle des femmes se trouve à nouveau défini (par le biais de l'État et non plus de l'Église comme par le passé) en fonction – de quoi d'autre sinon – de leur capacité « naturelle » et spécifique à aider les autres (entendre : prodiguer soins et sollicitude aux enfants malades, parents âgés, etc.).

Ces attentes sociales vis-à-vis des femmes ne sont évidemment pas formulées explicitement comme elles l'étaient jadis par

⁴ N. Guberman, P. Maheu et Ch. Maillé, *Travail et soins aux proches dépendants*, Montréal, Remue-ménage, 1993.

le discours ecclésial sur le rôle de service des femmes, mais n'en atteignent pas moins leur cible en réalité. Si personne n'est plus, au nom des principes d'autonomie et d'épanouissement personnel promus par l'idéal d'authenticité, en « droit » d'attendre des femmes en particulier qu'elles assument certaines tâches de service comme auparavant (car en principe chaque individu, unique, original, n'a-t-il pas la possibilité, sinon le devoir, d'explorer et de développer pleinement l'ensemble de ses potentialités ?), en pratique, les conditions structurelles actuelles des sociétés post-modernes marquées par le retrait de l'État dans de nombreux secteurs de la vie sociale viennent court-circuiter ces principes et font en sorte que le fardeau de la responsabilité (bénévole ou non) en matière de soins et services à domicile, par exemple, repose largement sur les femmes. Le discours actuel de l'État sur les « aidants naturels » (bien qu'énoncé en des termes neutres respectant l'éthique de la rectitude politique) ne fait que confirmer et reconduire le rôle maternel des femmes et les responsabilités sociales qui en découlent⁵, en les transformant en une sorte d'infirmières communautaires, solution de rechange « progressiste » à la médicalisation (devenue trop coûteuse) de l'enfance et de la vieillesse. Le subtil piège de la différence se referme ainsi sur elles, sans grand fracas.

Lubie féministe que cela ? Le populaire philosophe Gilles Lipovetsky, à qui nul ne saurait reprocher un quelconque radicalisme en cette matière, reprend pourtant la thématique en observant une continuité relative des rôles de sexe au sein des sociétés postmodernes, la dynamique démocratique recyclant constamment le passé historique plutôt que d'opérer une rupture absolue avec lui. Ainsi, les hommes demeurent associés de façon prioritaire aux rôles publics et « instrumentaux », les femmes aux

⁵ D'ailleurs, malgré la transformation du rôle des pères amorcée dans certains milieux, la prise en charge des enfants incombe encore aux femmes dans une grande proportion à l'intérieur de la vie de couple, et le partage des tâches éducatives entre les parents demeure inégal (Evelyn Lapierre-Adamcyk et Nicole Marcil-Gratton, « Prise en charge des enfants : stratégies individuelles et organisation sociale », *Sociologie et sociétés*, vol. XXVII, n° 2, 1995, p. 121-142). En outre, les mères se voient confier la garde des enfants beaucoup plus souvent que les pères à la suite d'une séparation (Bernier *et al.*, 1994, cité par Heather Juby et Céline Le Bourdais, « Les parcours familiaux des Canadiennes », *Sociologie et sociétés*, vol. XXVII, n° 2, 1995, p. 143-161).

rôles privés, esthétiques et affectifs, notamment celui de mère⁶. Que la place prééminente des femmes dans les rôles familiaux se maintienne non seulement en raison des logiques de domination d'un sexe sur l'autre et des pesanteurs culturelles, mais aussi, selon l'auteur, « en raison des dimensions de sens, de pouvoir, d'autonomie qui accompagnent les fonctions maternelles », reste à démontrer.

On observe par ailleurs que l'évolution sociohistorique des rapports amoureux – souvent présentés par les théoriciennes féministes comme l'un des enjeux fondamentaux des rapports entre les sexes – adopte aujourd'hui des formes inédites, dans lesquelles des modèles anciens et nouveaux se côtoient, provoquant des tensions et des contradictions. Celles-ci sont à mettre en relation avec l'intensification du pluralisme et la volonté d'affirmation des « différences » qui caractérisent l'évolution sociale⁷. Tous ces facteurs modifient assurément la relation de couple, qui n'est plus définie exclusivement par la norme hétérosexuelle.

On peut supposer que les effets combinés de la montée d'un nouveau type d'individualisme dans les sociétés nord-américaine et d'Europe occidentale, et de l'adaptation actuelle du discours féministe sur l'apparition d'un modèle original de relations amoureuses dont l'épanouissement du Moi serait l'un des objectifs principaux, contribuent peut-être à masquer des aspects plus anciens mais bien réels des rapports de pouvoir entre les sexes. Car le fait est que la référence à ces rapports a, à toutes fins pratiques, disparu du discours des femmes sur les relations amoureuses, qui met précisément l'accent sur l'individualité des partenaires plutôt que sur leur appartenance à des groupes sociaux. Doit-on discerner dans cette situation l'indice qu'une transformation sociale en profondeur – une rupture – est en train de se produire en ce qui concerne la reproduction de la domination sexuelle, ou y voir plutôt un progrès du discours am-

⁶ Gilles Lipovetsky, *La troisième femme. Permanence et révolution du féminin*, Gallimard, 1997.

⁷ Ces commentaires sont tirés de ma thèse de doctorat, *Les rapports amoureux vécus par les femmes. Une analyse du discours des hétérosexuelles, des lesbiennes et des religieuses*, Université de Montréal, 1999.

biant, selon lequel il convient désormais de se présenter comme une femme émancipée de tout rapport de pouvoir, simplement singulière et différente de l'Autre ? Peut-être aussi les inégalités sont-elles désormais plus diffuses à l'échelle du social que repérables dans la sphère privée, à travers l'identification des individus à des rôles précis ainsi qu'aux tâches et discours qui y étaient auparavant reliés de manière univoque, témoignant du coup d'une récente mutation de la structure familiale dont l'une des caractéristiques serait l'accroissement de l'importance accordée à l'individualité des membres du couple.

On peut en tout cas avancer, avec Lipovetsky, que le résultat de certaines luttes féministes est à tout le moins en accord avec ce qu'il appelle le « procès de personnalisation », à l'œuvre dans les sociétés occidentales contemporaines⁸. Tous deux mettent l'accent sur une même nécessité : être bien avec soi-même, épanouir son « Moi profond », libéré autant que possible de toutes les contraintes extérieures. Que celles-ci soient imposées par les rapports de sexe ne représente que l'une des multiples facettes d'un ordre social « universalisant » à déconstruire au profit de la suprématie de la notion de différence et, par conséquent, de l'injonction au « respect » des différences de toutes sortes.

Ce thème du « respect » apparaît en effet comme l'un des principes fondamentaux de l'éthique amoureuse contemporaine intégrée par les femmes, dont l'absence (ou l'apparence d'absence) est interprétée comme un manquement grave vis-à-vis de cette éthique. Si l'on aborde la notion de respect par son envers (le manque) se profilent celles de contrôle, d'abus, d'exploitation, de coercition, d'assujettissement, d'oppression. Ne peut-on penser dès lors que devant l'apparente disparition des rapports de pouvoir dans le couple homme-femme, une notion aussi vaste et peu définie que celle de respect de la différence devient une espèce de concept fourre-tout à travers lequel continuent de s'exprimer des velléités égalitaires qui ne trouvent plus ni la légitimité, ni les moyens (plus collectifs) de le faire ? Conçu de la sorte, le respect devient pour ainsi dire une valeur sacrée

⁸ Gilles Lipovetsky, *L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*, Paris, Gallimard, 1983.

dans les relations interpersonnelles intimes, dont l'importance tient peut-être en partie au fait qu'elle préserve en quelque sorte de l'expression grossière des rapports de pouvoir entre les sexes.

Ces quelques pistes de réflexion, bien que fragmentaires, rompent néanmoins avec un certain discours égalitariste en vogue et indiquent que les valeurs de démocratie et de liberté promues par l'idéal postmoderne ne sont peut-être pas tout à fait réalisées en ce qui concerne les rapports entre les sexes. Si l'on peut, de mauvaise foi ou de guerre lasse, être tenté de conclure à la caducité du terme domination, à son « impertinence », à l'ère de la cyber-techno-mondialisation, souhaitons que l'agacement (d'un tout autre ordre cette fois que celui évoqué au début de ce texte) provoqué par le mot n'empêche pas de reconnaître la nécessité de la lutte qu'il réclame toujours sur plusieurs plans, nonobstant l'efficacité de – et l'enchantement provoqué par – l'éloge de la différence. L'éminent Pierre Bourdieu lui-même n'a-t-il pas intitulé l'un de ses plus récents ouvrages *La domination masculine*⁹ ?, laquelle, peut-on lire en quatrième de couverture, « est tellement ancrée dans nos inconscients que nous ne l'apercevons plus, tellement accordée à nos attentes que nous avons du mal à la remettre en question ». Voilà pourquoi le mot, tout éculé qu'il paraisse, n'en demeure pas moins indissociable de la lutte ; renier l'un revient à abdiquer l'autre.

⁹ Paris, Seuil, 1999.